

Avenir des retraites : Petites manipulations sondagières en cours !



Nous l'avons [écrit récemment](#) sur Slovar les Nouvelles : "le Conseil d'orientation des retraites, dont le précédent rapport majeur remontait à 2007, devait présenter en janvier 2010 ses projections sur l'avenir de notre système de retraite, mais ne le ferait pas, car : " **En pleine campagne électorale pour les régionales, il serait délicat pour le gouvernement de sortir des projections très alarmantes, nécessitant des décisions impopulaires** "

Il est clair que notre "réformateur" de Président que : "rien ne fait reculer" a eu peur que le contenu du rapport ne soit défavorable à sa majorité. Une fois de plus, les français sont obligés de constater que les politiciens, sont moins fiers à bras, lorsqu'il s'agit de leur avenir personnel et de leur maintien au pouvoir !

Mais, quel que soit le résultat de ces élections, nous pouvons être certains que les mauvaises nouvelles, non sanctionnables par les électeurs, vont leur tomber dessus.

Car, comme l'expliquait Laurence Parisot en 2008 : "D'après les derniers calculs que nous avons pu obtenir du Conseil d'orientation des retraites (COR), on commencerait à rééquilibrer les retraites si on ajoutait aux 41 années de cotisations [...] un âge légal de départ à la retraite de 62 ans ... / ... " alors, imaginez le contenu du rapport de 2010 !

Alors, quoi de mieux que quelques sondages pour préparer les esprits et montrer aux français, qu'en fin de compte, il sont très raisonnables et accepteraient sans la moindre contrainte de voir diminuer leurs droits jusqu'à un certain point, du moins !

Car, comme l'explique le JDD qui est le premier à ouvrir le feu : " ... / ... Le dossier est, chacun le répète, explosif. Certains proches du chef de l'Etat mesurent le risque de faire descendre des millions de Français dans la rue et d'entraver le chemin vers une réélection dans deux ans. A l'Elysée, on souligne que le Président "a l'objectif d'être très ambitieux et de réussir ... / ... "

"Selon un sondage exclusif Ifop pour le Journal du Dimanche, 40% des personnes interrogées estiment que le système de retraites a fait l'objet de réformes qui allaient dans le mauvais sens ces dernières années. 76% des Français sont par ailleurs peu ou pas confiants quant au niveau de leur future retraite " .. / ... **les personnes interrogées accepteraient de travailler, en moyenne, jusqu'à 62 ans ou presque.** Et 41 % des sondés seraient disposés à cotiser davantage pour toucher une pension satisfaisante. Nicolas Sarkozy lira ces résultats avec intérêt. Le président de la République a annoncé que les retraites seront le grand rendez-vous social de 2010. **"Il faudra que tout soit mis sur la table, l'âge de la retraite, la durée de cotisation, la pénibilité", avait-il dit devant le Congrès l'an dernier... / ... "** - Source [JDD](#)

Ce sondage, intéressant, puisqu'il est le premier pour l'année 2010 ne doit pas à notre sens être considéré comme un "mètre étalon", dans la mesure où il a été réalisé avec un : "Echantillon de 1019 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, dont **522 actifs**" Ce qui nous semble un peu juste pour tirer des conclusions.

Ce qui n'a pas posé de problème au [Figaro](#), qui comme le JDD affirme que : "**Les Français prêts à un recul de l'âge de la retraite**"

Et d'affirmer : "**Selon un sondage paru dimanche dans le Journal du Dimanche, les Français, toujours plus inquiets quant au montant de leur future retraite, seraient prêts à des sacrifices**"

... / ... Un sondage instructif, à quelques mois d'une nouvelle mise en chantier du système. Le chef de l'Etat a en effet choisi l'année dernière d'avancer le calendrier de la réforme des retraites de 2012 à 2010. Si la CGT estime le système actuel "viable", le secrétaire général de la CFDT François Chérèque se prononce en revanche pour

l'instauration d'un système à points, plus personnalisé que le système actuel, comme l'a déjà fait la Suède. ... / ... S'il envisage un recul de l'âge légal de la retraite aujourd'hui fixé à 60 ans, une hausse des cotisations ne semble pour l'instant pas à l'ordre du jour"

Que disent exactement les 1019 personnes dont 522 actifs interrogés par le JDD ?

Nous vous proposons d'en juger au travers de quelques [tableaux extraits](#) du sondage

L'estimation de l'âge légal pour son propre départ à la retraite

Question : " **D'après vous, à quel âge serez-vous contraint de partir à la retraite ?** "

Base : actifs, soit 54% de l'échantillon. Ensemble (%)

• Moins de 60 ans	8
• De 60 à 64 ans	30
• De 65 à 69 ans	38
• 70 ans et plus	24
TOTAL	100

• **Moyenne** **64.7 ans**

La façon dont la question est posée est importante. Car, en effet, elle fait référence à la notion de "contrainte". Ce qui naturellement donne ces réponses fatalistes !

Question : " **Et jusqu'à quel âge seriez-vous prêt à travailler pour avoir une bonne retraite ?** "

Base : actifs, soit 54% de l'échantillon. Ensemble (%)

• Moins de 60 ans	13
• De 60 à 64 ans	44
• De 65 à 69 ans	33
• 70 ans et plus	10
TOTAL	100

• **Moyenne** **61.9 ans**

Question : " **Et si vous aviez le choix, concernant votre retraite, préféreriez vous... ?** "

Base : actifs, soit 54% de l'échantillon. Ensemble (%)

• Cotiser davantage pour partir à la retraite le plus tôt possible	41
• Travailler le plus longtemps possible pour vous garantir une retraite satisfaisante	34
• Partir le plus tôt possible quitte à avoir une retraite moindre	23
• Rien de tout cela	2
- Ne se prononcent pas	-
TOTAL	100

Ce qui ne signifie nullement, contrairement à ce qu'affirment le JDD et Le Figaro que : " **les personnes interrogées accepteraient de travailler, en moyenne, jusqu'à 62 ans ou presque**" tout au plus, elles ne se font aucune illusion sur le sujet !

Même si nous persistons sur le fait que l'échantillon est trop faible pour tirer des conclusions. Il semblerait bien que l'allongement de la durée de cotisation ne fasse pas l'unanimité et pourtant, c'est la piste privilégiée par le gouvernement qui se refuse à une augmentation des cotisations et le MEDEF qui continue de proposer de repousser l'âge légal à ... 62 ans !

Grand absent de cette étude : Le taux d'emploi des plus de 50 ans qui continue à être désespérément bas.

Car, comme l'indique la [Documentation française](#) : " Avec un taux d'emploi de 37,8% pour les 55-64 ans en 2005, la France se situe très en dessous de la moyenne européenne - 42,5% - et loin des 50 % en 2010 fixés au niveau communautaire. ... / ... "

Or, ce sont eux qui sont le plus exposés. Et, dans la mesure où les mesures gouvernementales se limitent à une taxe, qui sera habilement détournée, grâce au catalogue de "bonnes pratiques" produit par Nicole Notat ex secrétaire général de la CFDT (lire Slovar : [Plan emploi seniors : Laurent Wauquiez se complait dans les mesures cosmétiques](#) !) ils risquent d'être les premières victimes d'un allongement de la durée de cotisation.

Aussi, il est très étonnant que ce soit un socialiste qui enfonce le clou de l'allongement de la durée de cotisation :

"Manuel Valls s'est prononcé lundi matin en faveur de l'allongement de la période de cotisation dans le cadre de la réforme des retraites, au lendemain de la publication par Le Journal du Dimanche d'un sondage allant dans le même sens. "Il faut dire la vérité aux Français", a déclaré le député socialiste, interrogé par Europe 1, prônant "un large consensus sur la réforme des retraites" mais "à condition que la réforme soit juste". Manuel Valls plaide notamment pour la prise en compte de la pénibilité du travail" - Source [JDD](#)

Toute la question est de savoir à quel titre il s'exprime ?

Et, surtout, amène à se poser une autre question : Sa proposition de changer les méthodes et le nom du Parti Socialiste incluait-elle le ralliement pur et simple aux thèses en cours à l'Élysée et dans la majorité parlementaire ?

Car, il aurait peut-être pu évoquer un autre grand absent de l'étude IFPO/JDD : Le "[fond de réserve des retraites](#)" créé en 1999 par le gouvernement de Lionel Jospin afin d'assurer la pérennité des régimes de retraite de base du privé, et qui avait pour objectif initial de cumuler 150 milliards d'euros d'ici 2020.

Celui-ci ne disposait que de 34,5 milliards d'euros d'actifs au 31 décembre 2007 et cette situation financière s'est même aggravée après une perte de 3,1 milliards d'euros sur les marchés financiers par l'intermédiaire de la caisse des dépôts et consignations (CDC), chargée de sa gestion.

... / ...les partenaires sociaux craignent un démantèlement de ce fonds car Nicolas Sarkozy n'a pas de sympathie particulière pour cet outil destiné à lisser, à partir de 2020, les besoins de financement du régime de retraite des salariés du privé. Au vu des dotations annuelles moyennes (4 milliards d'€), le cap initial fixé de 150 milliards semble inaccessible et ce fonds ne couvrirait que 22 % des besoins de financement des régimes de retraite ... / ... " Source [Réformer aujourd'hui](#)

Alors, quoi de mieux que quelques sondages pour préparer les esprits et montrer aux français, qu'en fin de compte, il sont très raisonnables et accepteraient sans la moindre contrainte de voir diminuer leurs droits tout en évitant de leur parler des éventuelles pistes alternatives !

<http://slovar.blogspot.com/2010/01/avenir-des-retraites-petites.html>

Vous vous souvenez de la retraite par capitalisation ?

J'espère bien. Parce que qu'est-ce qu'on a pu en entendre parler, en 2003, de la "capitalisation". La capitalisation, c'était la solution magique au problème de financement des retraites. Puisqu'il n'y a pas assez d'argent en vrai, nous aurions tous du mettre notre argent dans une urne magique, appelée la Bourse, qui aurait rendu à chacun, une fois venus ses vieux jours, plus, beaucoup plus que ce qu'il avait mis dedans. On en n'entend plus tellement parler, de nos jours.

Pas difficile de chercher pourquoi. Difficile de convaincre les salariés de placer leur argent en Bourse, ces temps-ci. (Pourtant, d'un strict point de vue de rendement, c'est exactement ce qu'il faudrait faire : si vous avez de l'argent, et si vous êtes capables de revendre un titre lorsqu'il a suffisamment monté, c'est le moment d'acheter! Renault a perdu 75% de sa valeur. ça m'étonnerait fort que le cours de cette action ne remonte pas sérieusement; suffit d'attendre quelques années)

Mais en 2003, la menace de la capitalisation était sérieuse. Jacques Chérèque explique ainsi que c'est pour l'éviter qu'il a accepté de signer l'accord prévoyant l'augmentation de la durée de cotisation à 40 ans. Je ne sais pas si on

peut lui faire entièrement confiance, mais je me rappelle très bien du sérieux avec lequel le passage de la retraite par répartition à la retraite par capitalisation était discuté, à l'époque.

C'est pourquoi j'ai lu avec gourmandise l'extrait suivant dans Le Monde daté du mardi 18 novembre :

L'Agirc, l'organisme de financement des retraites complémentaires des cadres, aurait enregistré une perte de 100 millions d'euros sur ses placements financiers du fait de la chute de la Bourse (...). Selon La Tribune, le conseil d'administration de l'Agirc aurait été alerté fin octobre de l'impact négatif de ses placements financiers sur ses comptes. Le résultat global du groupe, de 1,5 milliards d'euros en 2007, devrait ainsi s'élever à 70 millions [0,07 milliard] cette année. L'Agirc pourrait avoir à puiser dans ses réserves en 2009 et, à l'avenir durcir les conditions de calcul des pensions.

La retraite par capitalisation fonctionne dans un cas : si les cours de Bourse montent pendant une très longue période beaucoup plus vite que l'économie réelle. Actuellement, même avec la crise, c'est le cas, comme l'a rappelé récemment Jean Gadrey. Mais jusqu'à quand?

Quelles critiques peut-on adresser au système de retraite par capitalisation ?

L'impossibilité

La retraite par capitalisation repose sur un mirage : la Bourse pourrait augmenter toujours plus, et toujours plus vite que l'économie réelle (dont la croissance est mesurée par la hausse du PIB).

D'une part, cela est très peu probable.

D'autre part, même si cela est vrai pendant 30 ans, mais que la Bourse s'effondre la veille de votre départ à la retraite et bien, hmm.

Ensuite, pour percevoir votre retraite, vous devez revendre vos titres. Les Bourses ont sans doute beaucoup monté ces dernières années parce que beaucoup de salariés achetaient des actions (ils cotisaient à des fonds de pension). Mais que se passe-t-il lorsque tous ces ex-actifs prennent leur retraite ? Ils revendent leurs titres (vous ne payez pas vos courses au supermarché en actions Google ; vous devez avoir du vrai argent). Les jeunes retraités seront alors nombreux à vendre leurs actions. Mais si en face il n'y a pas assez d'acheteurs, le prix des actions devra fortement baisser, pour équilibrer l'offre et la demande. Autrement dit, les cours de Bourse chuteront. Adieu les rendements mirifiques attendus pour la retraite.

Enfin, les retraites représentent un prélèvement sur la richesse du pays. Mettons que les retraites représentent 15% du PIB. Cela signifie que 15% des richesses produites chaque année devront être versées aux retraités. Il n'est pas possible d'échapper à cette contrainte. Il n'y a pas de trésor en-dehors de l'économie réelle, que l'on appellerait la Bourse, permettant d'éviter ce prélèvement. L'attrait de la capitalisation repose sur ce mirage d'une réserve d'argent évitant d'avoir à affecter une part grandissante de la production annuelle aux retraités, à mesure que la population vieillit. C'est impossible.

Le coût

Les systèmes de retraite par capitalisation sont en fait très coûteux, parce qu'il faut rémunérer (grassement !) les intermédiaires qui passent leur temps à acheter et à vendre les titres sur les marchés financiers. L'argent gagné par ces courtiers est pris sur votre retraite. Ces coûts ont été estimés à 20% du montant de la retraite. Dans un système de répartition, les coûts de gestion sont minimes, de l'ordre de 2%.

Tiens, un système public et centralisé pourrait être plus efficace, et même 10 fois plus efficace (!) qu'un système privé et concurrentiel?

L'injustice

La capitalisation, c'est plus vous avez, plus vous placez, et donc plus vous avez à la retraite (SI tout se passe bien). Comme tout mécanisme d'accumulation des actifs, la capitalisation rend plus à ceux qui lui donnent plus ; elle accroît donc les inégalités.

La financiarisation de l'économie

La discussion sur les retraites ne doit pas être déconnectée de celle sur le rôle de la finance. Derrière les (effectivement) méchants "fonds de pensions", il y a de pépères retraités américains, qui attendent gentiment leur chèque sur leur rocking-chair. L'un des fonds de pension les plus importants au monde est celui des retraités de... l'enseignement de Californie. Pas précisément l'idée que l'on se fait de spéculateurs aux dents longues.

Mais lorsque vous placez votre argent en Bourse "pour améliorer votre retraite", vous vous retrouvez de fait du côté des fonds de pension qui mettent une pression terrible sur les entreprises pour qu'elles leurs versent toujours plus de dividendes, en licenciant, n'augmentant pas les salaires, etc. Ces dividendes, ce sont votre retraite.

La scission du salariat

Le problème (ou le but?) des retraites par capitalisation, c'est donc que lorsque vous placez votre argent dans ces fonds, vous devenez de fait un ou une capitaliste. Votre intérêt n'est plus l'emploi et l'augmentation des salaires, mais au contraire la maximisation des profits et des dividendes. Lutter contre les retraites par capitalisation, c'est donc maintenir l'unité d'intérêt du salariat.

La possibilité de la répartition

La répartition, c'est simple, c'est facile, et ça rapporte - finalement - gros. Il suffit d'augmenter les cotisations sociales. Est-ce possible ? Oui, ainsi que le démontre le regretté Jean-Paul Piriou, qui nous propose de cotiser dans la bonne humeur.

Nous avons développé ces points dans l'un des articles de notre classique Petit bréviaire des idées reçues en économie. Sur ces sujets, vous trouverez tout ce qu'il faut dans le dossier Retraites de l'excellent magazine Alternatives Economiques. Enfin, vous trouverez également des tas d'articles défendant le système de retraites par répartition sur le site 'Vive la Répart', animé par l'infatigable Michel Husson.

<http://alternatives-economiques.fr/blogs/raveaud/2008/11/19/vous-vous-souvenez-de-la-retraite-par-capitalisation/>

LE FASCISME FISCAL MONDIAL EN MARCHÉ SELON AMBROSE EVANS-PRITCHARD

Ambrose Evans-Pritchard commente (sur [le Telegraph](#)) la décision argentine de prendre toutes les retraites, 29 milliards de dollars, pour payer les dettes du pays, et souligne que c'est un message clair pour nous tous.

"C'est un avant-goût de ce qui va se passer partout dans le monde, quand les gouvernements vont découvrir que les marchés du bon du trésor ne suffiront plus à faire la soudure. Avons-nous ici une Islande sud-américaine avec 100 fois la population ? Ou plus... Pakistan, Ukraine, Hongrie ? ... Combien de temps avant que Mme Kirchner braque aussi les pensions privées de 97 milliards de dollars ? Il y a des devises fortes dans ces pensions et dont elle a cruellement besoin ... Ma crainte est que les autres gouvernements, US, GB, Europe aient le même réflexe et ils ont déjà commencé."

LA FED ESSAYE DE BRAQUER LES RETRAITES DES AMERICAINS

Businessweek a été le premier à rapporter l'information: le Trésor US va demander au public comment promouvoir la conversion des comptes d'épargne 401 et les comptes de retraite individuels (IRA) en... bons du trésor déguisés. La réaction de [Karl Denninger sur Market Ticker](#) ne s'est pas fait attendre: "Let me tell you what this is: it is an attempt to prevent the collapse of the Treasury market! ... Guess what? They'll do that here too - you're going to "invest" in Treasuries which of course are effectively a CALL option on the future taxing ability of the government". Et il ajoute:

"Here is a warning to us all. The Argentine state is taking control of the country's privately-managed pension funds in a drastic move to raise cash ... My fear is that governments in the US, Britain, and Europe will display similar reflexes. Indeed, they have already done so. The forced-feeding of banks with fresh capital – whether they want it or not – and the seizure of the Fannie/Freddie mortgage giants before they were in fact in trouble (in order to prevent a Chinese buying strike of US bonds and prevent a spike in US mortgage rates), shows that private property can be co-opted – or eliminated – with little due process if that is required to serve the collective welfare". [Lire ici](#).

Revue de Presse par Pierre Jovanovic

Lavage De Cerveau En Régime De Liberté

Cette année, comme l'année dernière, et comme tous les ans d'avant : la presse dominante va continuer à nous laver le cerveau à grands coups - notamment - de sonneries propagandaires.

Dès la semaine dernière, *Le Journal du dimanche* (JDD), propriété d'Arnaud Lagardère, publiait un entretien avec le prédicateur patronal et [fameux éditocrate](#) Marseille - Jacques, de son prénom -, d'où ressortait, principalement, que la crise n'existait guère, au fond, que dans l'esprit des gueux dont le pouvoir d'achat se révèle moins replet que dans les promesses de campagne de Sarkozy, et que dès lors il convenait de briser enfin, par une prompte (mais ferme) réforme, le tabou des « retraites ».

Après quoi, ce dimanche, poursuivant sa mission de manipulation des masses, le JDD a publié un sondage, évidemment « exclusif », et qui évidemment « bouscule » mainte idée reçue, et d'où ressort, « c'est la surprise de ce début d'année » (affirme-t-on au JDD), que les Français, à une écrasante majorité, sont du même avis, sur la nécessité d'une prompte (mais ferme) réforme des retraites, que Jacques Marseille la semaine d'avant - puisque

aussi bien « *le sondage exclusif Ifop-JDD le révèle : les personnes interrogées accepteraient de travailler, en moyenne, jusqu'à 62 ans ou presque* », pour bénéficier ensuite d'une pension qui, certes, restera très inférieure au montant de la plus-value qu'empocha le propriétaire du *JDD* en devinant un beau matin que l'heure était venue de faire cession de ses parts d'EADS, mais qui du moins confirmerait le net accroissement de leur tolérance au foutage de gueule caractérisé.

Il va de soi que nulle part le sondage exclusif Ifop-JDD ne suggère aux personnes interrogées que la nécessité d'une prompte (mais ferme) réforme des retraites est une forgerie de la possédance et de ses politiciens de compagnie : comme toujours, le « débat » reste circonscrit dans un périmètre soigneusement prédéfini, où les sondé(e)s ont le choix, non pas entre une adhésion au principe d'une prompte (mais ferme) réforme des retraites ou une adhésion au principe alternatif d'une prompte (mais ferme) projection de leur(s) pied(s) au cul des propagandistes halluciné(e)s qui ont inventé la nécessité de cette réforme (je conviens que ces phrases qui durent trois plombs sont un peu gonflantes) - mais entre une adhésion étroite au réformisme jacquesmarseillais, ou une adhésion étroite au réformisme jacquesmarseillais.

Assez typiquement : le sondage exclusif Ifop-JDD leur demande s'ils préfèrent « *cotiser davantage pour partir à la retraite le plus tôt possible* », ou s'ils préfèrent « *travailler le plus longtemps possible pour (se) garantir une retraite satisfaisante* », ou enfin s'ils préfèrent « *partir le plus tôt possible quitte à avoir une retraite moindre* ».

Il existe, n'est-ce pas, une quatrième solution, qui serait de ne rien changer - d'en finir, en somme, avec les mensonges du « *lavage de cerveau en régime de liberté* » (Chomsky) sur la nécessaire (mais prompte et ferme) réforme des retraites.

Mais cette solution-là, tu l'auras noté : le sondage exclusif Ifop-JDD ne la propose pas - du tout - aux personnes interrogées, qui sont par conséquent sommées de se déterminer en fonction de critères exclusivement jacquesmarseillais.

D'une part.

D'autre part : le sondage exclusif Ifop-JDD a été réalisé « *auprès d'un échantillon de 1.019 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, dont 522 actifs* ».

Les mots importants sont là, tu l'auras compris : « *522 actifs* ».

Qu'est-ce que c'est que ça, les actifs, Robert ?

Les actifs sont, me dit mon fidèle *Petit Robert*, « *la partie de la population qui possède un emploi ou en recherche un* » - apprentis compris.

Que sont dès lors les inactifs ?

Principalement : les retraité(e)s.

(Le *JDD* le sait fort bien, qui précise d'ailleurs que dans la France des années 2000 « *le nombre de cotisants ne cesse de reculer par rapport au retraités* », puisque désormais « *on compte 1,45 actif pour un inactif* ».)

Donc, si je résume, le *JDD* a tranquillement fait poser à des retraité(e)s plein de questions qui ne les concernent plus vraiment, comme par exemple : « *D'après vous à quel âge serez-vous contraint de partir à la retraite ?* »

(Ah ben ça, je sais pas, c'est difficile à dire, répond Raymond, retraité depuis 1995.)

Toutes choses égales par ailleurs, c'est un peu comme si le *JDD* demandait à des culs-de-jatte, « *Votre footing, vous préférez le faire tôt le matin, ou en fin d'après-midi ?* »

C'est participatif, je dis pas - mais ça fausse un peu le résultat.

Nobstant, le « *JDD* » nous annonce pour 2010 un « *grand débat* » sur les retraites : ça promet...

<http://www.politis.fr/Lavage-De-Cerveau-En-Regime-De,9179.html>